

Accords fiscaux—Loi

Les Canadiens se posent des questions sur les priorités du gouvernement fédéral, car il semble évident, étant donné les décisions que prennent les conservateurs depuis deux ans, que le gouvernement et le ministre des Finances en particulier, ne mettent pas leurs priorités aux bons endroits. Le ministre des Finances conservateur est prêt à renflouer les banques de l'ouest du pays. Le gouvernement est disposé à donner des millions, voire des milliards de dollars, aux riches contribuables du Canada. Il a réussi à trouver suffisamment d'argent pour faire un cadeau de \$125,000 à certains Canadiens, et pourtant il demande maintenant aux gouvernements provinciaux de sabrer dans deux domaines essentiels, à savoir les soins de santé et l'enseignement postsecondaire.

On pourrait penser, étant donné la hâte avec laquelle il procède, que le gouvernement n'a pas envisagé les répercussions de ce projet de loi, à moins qu'il ne s'en fiche.

Il aura pour les gouvernements provinciaux des effets catastrophiques. Le gouvernement fédéral, par le biais du ministre des Finances, leur demande de trouver 8 milliards de dollars de plus au cours des cinq prochaines années, afin de maintenir la qualité des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire que les Canadiens ont appris à apprécier et à laquelle ils s'attendent. En fait, il se décharge de son problème de déficit sur les gouvernements provinciaux en leur demandant de le réduire, mais ce faisant, il s'en prend à deux domaines essentiels. Nous, du parti libéral, ne resterons pas impassibles alors que le gouvernement s'attaque aux déshérités de notre société. Depuis deux ans, nous constatons qu'il tente de réduire le déficit aux dépens des déshérités et des personnes âgées, tout cela à cause de son obsession à propos du déficit.

Nous, du parti libéral, reconnaissons, bien entendu, que le déficit pose un problème; cependant, nous croyons que si des efforts sont déployés, afin de contrôler, de maîtriser, ou de réduire le déficit, il faut agir de façon juste et équitable. Or, il est injuste de réduire le déficit aux dépens de ceux qui sont le moins en mesure de se défendre, et c'est là la façon de penser des conservateurs, leur idéologie. Ils jugent, en tant que conservateurs, que ce qui importe en fin de compte, c'est le bilan. Selon eux, on doit administrer le pays comme une entreprise, et à la fin de ce qu'on appelle l'année financière, il faut équilibrer les comptes ou réaliser un profit. Or, nous, au parti libéral, croyons que les gouvernements sont là pour servir les gens et nous siégeons ici pour veiller à la défense des intérêts des Canadiens. En tant que gouvernement, nous ne serons pas jugés, en définitive, sur l'équilibre des comptes à la fin de l'année financière. En tant que parlementaires et en tant que législateurs, ce qui compte en définitive, c'est la façon dont nous traitons les défavorisés, les pauvres, les handicapés, les chômeurs et les jeunes. Voilà sur quoi on se fondera pour juger la façon dont nous gouvernons le pays. Nous n'avons pas été élus pour servir les intérêts des hommes d'affaires de Bay Street. Nous ne sommes pas venus ici pour diriger les affaires de la nation comme on générerait une entreprise. Évidemment, nous devons assumer nos responsabilités en matière financière

et contrôler nos dépenses. Toutefois, si nous y tenions vraiment, notre Parlement pourrait du jour au lendemain enrayer le déficit.

M. Forrestall: Comment nous y prendrions-nous?

M. Nunziata: La chose est possible, monsieur le Président. Le député d'en face, qui vient de la Nouvelle-Écosse, me demande en se moquant comment nous y parviendrions. C'est très simple. Pour nous débarrasser du déficit du jour au lendemain, il suffit de supprimer les allocations familiales versées au Canada, de supprimer les prestations de la sécurité de la vieillesse, et de supprimer les prestations de l'assurance-chômage; ainsi, non seulement le déficit sera-t-il enrayeré . . .

Une voix: Il suffit d'encaisser les impôts reportés.

M. Nunziata: . . . mais un excédent serait également créé. Ce n'est cependant pas ce que veulent les Canadiens. Ces derniers tiennent au régime d'assurance-chômage au Canada. Ils tiennent aux allocations familiales au Canada pour aider les plus démunis d'entre nous. Les personnes âgées tiennent aux prestations de la sécurité de la vieillesse dont elles ont besoin. Les Canadiens ont pris l'habitude de certains programmes gouvernementaux qu'ils apprécient et qui, depuis des années, permettent d'améliorer la qualité de la vie au Canada. On ne peut donc pas supprimer des programmes comme celui de l'assurance-chômage ou des allocations familiales, ou encore de la sécurité de la vieillesse, pour réduire ou combler le déficit.

Dans une grande mesure, si nous avons un déficit, c'est en raison de ces programmes fort valables qui ont été mis en oeuvre au Canada. Le gouvernement conservateur est absolument obsédé par le déficit. Il est manifestement disposé à faire n'importe quoi pour le réduire. Mais ce faisant, il lance un message des plus tristes et des plus regrettables, aux jeunes Canadiens par exemple. Depuis deux ans, nous avons découvert que le gouvernement conservateur a supprimé un certain nombre de programmes touchant les jeunes. Il a supprimé Katimavik, il y a quelques mois, dans le but de réduire le déficit. Qu'en pensent les jeunes Canadiens? Que doivent en conclure, je vous le demande, les centaines de milliers de jeunes chômeurs qui ne réussissent pas à trouver du travail? On les a appelés la génération perdue, en raison surtout des initiatives du gouvernement conservateur. Il faut donner des possibilités d'avenir aux jeunes dans la société. Il faut qu'ils aient de l'espoir. Or, le gouvernement leur enlève tout espoir et gâche leur avenir.

● (1940)

Le gouvernement fédéral est en train de dire aux jeunes Canadiens, avec le projet de loi C-96, que l'enseignement postsecondaire est une question sans intérêt pour lui ou du moins qu'elle lui importe moins que celle du déficit. Si les deux questions avaient une importance égale, le gouvernement ne réduirait pas de 8 milliards de dollars ses paiements de transfert, car il saurait pertinemment que cette mesure aura pour effet, au cours des cinq prochaines années, d'abaisser la qualité de l'enseignement postsecondaire au Canada.